

## DÉLIBÉRATIONS



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES  
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR  
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD  
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT  
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

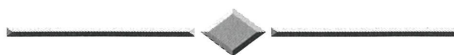
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 5 décembre 2025



# DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/30

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025112-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



## 30 MISE EN PLACE DE DIFFÉRENTES AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE DANS LE CADRE DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, en cohérence avec les engagements de la Ville de Rouen et du C.C.A.S. en matière d'égalité professionnelle et de qualité de vie au travail, souhaite s'engager encore davantage sur l'égalité des droits et mieux tenir compte des événements impactant la vie des agentes et agents, notamment en leur permettant de pouvoir s'absenter pour y faire face.

Ces situations, souvent méconnues ou taboues, concernent pourtant un grand nombre de personnes et entraînent des répercussions importantes sur la santé physique, psychologique et la qualité de vie au travail.

La fertilité constitue une préoccupation majeure : environ 3,3 millions de personnes en France sont confrontées à des difficultés de fertilité et environ 1 couple sur 7, rencontre des difficultés à concevoir un enfant et, pour près de la moitié d'entre eux, un parcours de soins en Procréation Médicalement Assistée (P.M.A) s'avère nécessaire. Ce parcours est long et éprouvant, impliquant de nombreux rendez-vous médicaux, examens ou actes techniques (prélèvements, échographies, transferts embryonnaires, etc.).

Ces contraintes pèsent fortement sur l'organisation professionnelle et personnelle, entraînant stress, fatigue et parfois absentéisme non reconnu.

La loi n° 2025-595 du 30 juin 2025 est venue préciser le régime des Autorisations Spéciales d'Absence (A.S.A.) dans la Fonction Publique en modifiant l'article L.622-1 du Code Général de la Fonction Publique (C.G.F.P.) lequel permet désormais aux agents et agentes de bénéficier des autorisations spéciales d'absences prévues à l'article L.1225-16 du Code du Travail. Il s'agit notamment des autorisations spéciales d'absence en lien avec une assistance médicale à la procréation.

La fausse couche constitue un événement courant mais extrêmement douloureux : environ 200 000 femmes en font l'expérience chaque année en France, et une grossesse sur quatre se termine de cette manière. Cet événement génère un fort impact psychologique, souvent doublé d'un sentiment d'isolement, car il demeure un sujet encore trop tabou.

Les répercussions professionnelles peuvent être importantes : difficulté à reprendre immédiatement le travail, fatigue physique, troubles émotionnels et sentiment d'incompréhension de l'entourage.

Reconnaître cette épreuve par un droit spécifique à l'absence permet de mieux accompagner les agentes concernées et leurs conjoint-es, tout en offrant un cadre respectueux et humain dans un moment de vulnérabilité.

En application de l'article L.622-1 du Code Général de la Fonction Publique, il est envisagé d'accorder une A.S.A. de deux jours en cas d'interruption spontanée de grossesse. Etant précisé que cette autorisation d'absence serait attribuée pour toute fausse-couche intervenant à partir de la 16<sup>ème</sup> semaine d'aménorrhée jusqu'à la 24<sup>ème</sup> semaine d'aménorrhée incluse. Ces deux jours d'absence seraient fractionnables par journée et devraient être demandés dans les trois mois suivant l'événement sur présentation d'un certificat médical du médecin traitant. Le bénéfice de cette A.S.A. serait également accordé au conjoint ou à la conjointe de la femme victime d'une interruption spontanée de grossesse.

Près de 60 à 70 % des femmes en âge de procréer souffrent de douleurs menstruelles. Les douleurs menstruelles touchent une majorité de femmes. Si elles sont souvent banalisées, près de 10 % des femmes vivent des symptômes si intenses qu'ils perturbent significativement leur quotidien. Parmi elles, une part importante est atteinte d'endométriose, une maladie chronique qui touche environ 1 femme sur 10 en âge de procréer, soit près de 2.5 millions de femmes en France.



## DÉLIBÉRATIONS

-----

Les conséquences sont multiples : absences répétées, baisse de concentration, fatigue, douleurs invalidantes nécessitant parfois des arrêts de travail. Ce contexte contribue à des inégalités professionnelles persistantes et à une précarisation de certaines carrières féminines.

Aussi, il est proposé la création d'une A.S.A. d'une journée en cas de menstruations douloureuses. Cette A.S.A., serait accordée aux agentes atteintes de dysménorrhées invalidantes, et mise en place après un rendez-vous auprès du médecin du travail, qui pourra en accorder le bénéfice pour une durée maximale de deux ans, sur la base d'un dossier médical fourni par l'agente et renouvelable, selon les mêmes conditions.

Cette A.S.A., d'une durée d'une journée par mois, serait fractionnable par demi-journée et non cumulable d'un mois sur l'autre et à demander dans le mois de l'événement uniquement.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- donner son avis sur la mise en œuvre de ces autorisations spéciales d'absence en cas d'interruption spontanée de grossesse.
- instaurer au sein du C.C.A.S de Rouen une A.S.A. d'une journée par mois en cas de menstruations invalidantes.
- donner son avis sur la mise en œuvre de ces autorisations spéciales d'absence dans les conditions fixées par l'article L.1225-16 du Code du Travail.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L622-1 du Code Général de la Fonction Publique,

VU l'Article L.1225-16 du Code du Travail,

VU la Loi n°2023-567 du 7 juillet 2023 visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche,

VU la Loi n°2025-595 du 30 juin 2025 étendant aux agents publics les autorisations spéciales d'absence liées à l'assistance médicale à la procréation,

VU l'Avis favorable du Comité Social Territorial en date du 13 octobre 2025.

CONSIDÉRANT qu'il convient de favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et de soutenir les agents confrontés à des événements liés à l'assistance médicale à la procréation., la dysménorrhée invalidante ou à l'interruption non-volontaire de grossesse en leur permettant de pouvoir s'absenter pour y faire face.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES

- émet un avis favorable et décide de la création des autorisations spéciales d'absence en lien avec une assistance médicale à la procréation dans les conditions fixées à l'article L.1225-16 du Code du Travail,



## DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/30

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025112-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

- émet un avis favorable et décide de la création d'une autorisation spéciale d'absence de deux jours en cas d'interruption spontanée de grossesse. Etant précisé que cette autorisation d'absence serait attribuée pour toute fausse-couche intervenant à partir de la 16<sup>ème</sup> semaine d'aménorrhée jusqu'à la 24<sup>ème</sup> semaine d'aménorrhée incluse. Ces deux jours d'absence seraient fractionnables par journée et devraient être demandés dans les trois mois suivants l'événement sur présentation d'un certificat médical du médecin traitant. Le bénéfice de cette A.S.A. serait également accordé au conjoint ou à la conjointe de la femme victime d'une interruption spontanée de grossesse,
- décide de la création d'une A.S.A. d'une journée en cas de menstruations douloureuses. Précise que cette A.S.A., accordée aux agentes atteintes de dysménorrhées invalidantes, est mise en place après un rendez-vous auprès du médecin du travail, qui pourra en accorder le bénéfice pour une durée maximale de deux ans, sur la base d'un dossier médical fourni par l'agente et renouvelable, selon les mêmes conditions. Cette A.S.A., d'une durée d'une journée par mois, est fractionnable par demi-journée et non cumulable d'un mois sur l'autre et est à demander dans le mois de l'événement uniquement.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*